

Projet de communiqué de presse

En cette période où les retraités ont payé un lourd tribut à la pandémie (80% des décès), ils subissent une campagne de presse visant à les faire passer pour des privilégiés en leur demandant de faire des efforts au nom de la solidarité entre les générations.

Or en 12 ans leur pouvoir d'achat a été réduit de 20 % par un gel des pensions, une hausse de la CSG et autres mesures fiscales.

Nous pouvons facilement constater que cette politique de régression menée à l'égard de la population retraitée n'a pas permis le redressement de la situation économique du pays.

Ils exigent 100 € d'augmentation immédiate comme mesure de rattrapage partielle ainsi qu'une revalorisation des pensions, indexée sur le salaire moyen.

Puisque les retraités et les personnes âgées ont été les principales victimes de la pandémie, ils étaient en attente de mesures fortes en matière de renforcement du système de santé, notamment par des embauches de soignants et un moratoire vis-à-vis de toutes les fermetures de lits ou restructurations prévues. Ce n'est pas le cas et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2021 prévoit encore des économies de 4 Mds d'€ sur la santé, 809 millions d'€ au niveau des hôpitaux publics, ce qui est proprement scandaleux.

Les organisations de retraités de l'Isère (CGT – FO – FSU – Solidaires – CFECGC – LSR – FGR – Ensemble et Solidaires) ont demandé une audience à M. le Préfet de l'Isère sur ces questions, dans le cadre de l'action nationale du 17 novembre 2021, et invitent les retraités à signer la pétition en ligne pour l'obtention de ces revendications légitimes.

Un courrier est adressé aux parlementaires isérois pour qu'ils ne votent pas le PLFSS 2021.